



Monsieur ALI BADINI

Administrateur Directeur Général de CREDIT ACCESS

Notre magazine accueille Monsieur ALI BADINI, Administrateur Directeur Général de CREDIT ACCESS. Artisan de la transformation radicale de son Institution depuis 2014, il œuvre pour en faire une structure de référence en Côte d'Ivoire. C'est donc à juste titre que CREDIT ACCESS a été élevée au titre de meilleure Institution de Microfinance de l'année 2019 par la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) à travers son initiative dénommée : « La Finance s'Engage »

1. Le secteur de la microfinance enregistre de nombreux acteurs en Afrique et dans le monde. Comment analysez-vous le marché de la microfinance et pouvez-vous nous décrire le rôle que vous jouez dans ce paysage à travers votre présentation ?

Le marché de la microfinance est très dynamique, selon les données de la Direction de la réglementation et de la surveillance des SFD de Côte d'Ivoire, nous enregistrons 45 IMF sur le marché ivoirien en 2019. Toutefois, on a une dizaine d'acteurs qui concentrent 95% d'actifs avec une forte concentration de sociétés anonymes ; viennent ensuite, les unions coopératives puis les mutuelles ou coopératives.

Le nombre élevé d'acteurs en présence conjugué au nombre croissant de clients qui bénéficient d'une offre assez variée de produits et services financiers ne place pas l'industrie micro financière dans une situation de concurrence pure et parfaite et ce d'autant plus qu'on n'observe pas de guerre par les prix. En ce qui concerne le rôle que nous jouons dans ce paysage, permettez-moi de rappeler à l'ensemble de vos lecteurs que nous exerçons dans le secteur de la microfinance et sommes présents dans cinq domaines d'activités que sont la distribution de crédits, la collecte de l'épargne, la fourniture de produits d'assurance, de monétique et de transferts. Notre rôle vise à adresser à chacune de nos cibles clientèles composées de commerçants, d'artisans, de salariés, de PME et de la diaspora, des produits et services financiers adaptés à leurs profils et leurs besoins. Ce rôle tire tout son fondement de notre énoncé de mission qui se déclinent en trois points : d'abord, offrir des services financiers diversifiés, sécurisés, accessibles et profitables aux populations à faibles revenus, ensuite, développer un réseau de proximité dynamique couvrant

l'ensemble du territoire national et enfin proposer à toutes les composantes actives de l'économie nationale un panier de produits et services attractifs.

Mon leitmotiv est d'œuvrer à la mise en œuvre de cette mission tout en garantissant la qualité de service dans l'ensemble de notre réseau d'Agences à travers les valeurs de professionnalisme, d'écoute, de transparence et de probité.

2. En 2008, l'économie mondiale a connu une crise importante. Une douzaine d'années après, nous connaissons une crise sanitaire qui a des effets directs sur l'économie. En qualité d'économiste, comment appréciez-vous les conséquences de la COVID-19 sur la microfinance ?

La crise de 2008 dite crise des « subprimes » tire ses origines de la sphère financière, puis bancaire qui du reste ont été profondément éprouvées par la fermeture de nombreuses banques. Les plus chanceuses se sont relevées grâce aux appuis des pouvoirs régaliens et des autorités monétaires qui ont entrepris des plans de sauvetage massifs par le rachat d'actifs toxiques, l'injection de liquidités, la baisse des taux de base bancaire et bien d'autres solutions afin d'assainir les banques et de leur éviter de subir des pertes déjà trop lourdes à supporter. Notons que cette situation est totalement différente de la crise sanitaire à COVID-19 car elle n'est pas le fait de l'industrie bancaire, financière et micro financière. Cette crise a entraîné le ralentissement voire la fermeture de plusieurs activités, des pans entiers de l'économie mondiale ont été affectés et certains pays connaissent déjà une récession.

Les conséquences de cette crise sur le secteur de la microfinance se traduisent par une baisse de la production de crédits, une incapacité à recouvrer les échéances sur le terrain et l'enregistrement d'une nouvelle poche de dépense pour la gestion de la crise sanitaire. Toutefois et pour ce qui est de CREDIT ACCESS, nous avons su répondre avec efficacité à ces nouvelles contraintes par la mise en place d'un dispositif de veille sanitaire et cela nous a permis d'assurer une continuité de service dans toutes nos agences facilitant ainsi la reprise des activités de nos clients. Aussi, permettez-moi de rappeler qu'une chose est de reprendre ses activités et une autre chose est de la relancer et à mon sens, le secteur de la microfinance a un grand rôle à jouer à ce niveau car il s'adresse à l'économie de masse ou au secteur informel et les acteurs qui le compose contribuent à environ 40% à la formation des PIB de nos Etats et à la création de nombreux emplois par une capacité d'absorption de plus de 90% des chômeurs.

3. Pendant longtemps le secteur de la microfinance a joui d'une mauvaise presse du fait de l'instabilité et de la mal-gouvernance observée dans certaines structures. Comment avez-vous réussi à vous distinguer dans cet environnement peu connu de tous ?

Le secteur de la microfinance a souffert à un moment donné d'une mauvaise réputation notamment en Afrique subsaharienne, je vous le concède, mais les indicateurs ont évolué et je dirais même dans le bon sens. Nos encours de crédit, d'épargne ainsi que le nombre de clients ou sociétaires ont crû de façon significative. Aujourd'hui, ce sont des dizaines de millions de personnes qui bénéficient directement ou indirectement des produits et services financiers offerts par le secteur de la microfinance dans notre zone UMOA.

En ce qui concerne CREDIT ACCESS, nous pouvons affirmer que nous nous distinguons par une approche de singularité basée sur une relation de proximité avec nos clients. Chez nous, chaque cible clientèle

dispose d'une offre de produits et services financiers qui lui sont adaptés. Il est aussi bon de souligner que les besoins de notre clientèle peuvent trouver satisfaction sur nos différentes plateformes digitales en vue d'effectuer des opérations en ligne sans se déplacer.

4. La pratique de la microfinance a subi des évolutions notables en Afrique. Comment voyez-vous l'avenir de la microfinance en Afrique ?

Oui nous pouvons l'affirmer, la pratique de la microfinance a subi des évolutions positives en Afrique. Nous sommes passés d'une gestion par registres à plusieurs mains à une gestion par Système d'Information ; ce qui a contribué à professionnaliser le secteur, à réduire toute forme de dysmétrie d'informations envers les clients et à rendre plus crédible les opérations effectuées. L'avenir de la microfinance, je l'inscris sous de bons auspices dans la mesure où elle ne cesse de démontrer sa capacité de résilience face à de nombreux chocs et la crise sanitaire que nous vivons en est la parfaite illustration. Aussi, de mon point de vue, l'avenir de la microfinance s'écrira avec un changement de paradigme qui contraindra les Institutions de microfinance à s'inscrire à l'ère de la digitalisation des produits et des processus.

5. Quelles sont les perspectives de développement de votre Institution ?

CREDIT ACCESS entend devenir une Institution panafricaniste en se développant dans les différentes régions d'Afrique. Au fil des années, nous avons su densifier notre business model et mettre en place une offre de produits et services financiers attractifs et qui nous permet de nous distinguer à tout point de vue. C'est donc à juste titre que nous comptons distiller notre savoir-faire sur le continent à l'effet de contribuer à son développement de façon durable.

BHA